

Arrêté municipal
fixant les limites de l'agglomération

Le maire de la commune de FANLAC,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2212-2 et L. 2213-1 ;
Vu le Code de la route et notamment ses articles R. 110-1 à 2, R. 411.2, R. 411.8, R. 411-25 à 28 ;
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié, relatif à la signalisation des routes et autoroutes ;
Considérant que le code de la route confie au maire le soin de fixer les limites de l'agglomération ;
Considérant que le même code définit l'agglomération comme « l'espace sur lequel sont groupés des immeubles bâtis rapprochés et dont l'entrée et la sortie sont signalées par des panneaux placés à cet effet le long de la route qui le traverse ou qui le borde » ;

ARRETE

Article 1 : Les limites de l'agglomération de la commune de FANLAC sont fixées comme suit :

- voie communale n° 1 dite de Bars à Montignac (en arrivant de Thonac), à hauteur de la parcelle cadastrée AR 135
(géolocalisation Lambert 93 X 550179.4558 / Y 6442638.6347),
- voie communale n° 1 dite de Bars à Montignac (en arrivant de Bars), à hauteur de la parcelle du cimetière cadastrée AB 100
(géolocalisation Lambert 93 X 549924.7502 / Y 6442817.8458).

Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la mise en place de la signalisation prévue à l'article 3.

Article 2 : A l'intérieur de l'agglomération, la vitesse de circulation des véhicules à moteur est limitée à 50 km/heure. Toutefois, des dispositions plus restrictives, matérialisées par une signalisation adéquate, peuvent être prises dans certaines zones, compte-tenu des nécessités de sécurité routière.

Article 3 : La signalisation réglementaire est organisée et entretenue par les services techniques municipaux.

Article 4 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5 : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur dans la commune de Fanlac.

Article 6 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 7 : Madame le maire de Fanlac,
Monsieur le Commandant de la brigade de gendarmerie de Rouffignac-Saint-Cernin,
Monsieur le Chef du Centre de secours de la ville de Montignac,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait en mairie, le 6 juin 2019

Le Maire, Anne ROGER

